

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 09/03

ÉFAI – 030013 – AMR 34/001/2003

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES

GUATÉMALA

**Otoniel De La Roca Mendoza (h)
et les membres de sa famille**

Londres, le 9 janvier 2003

Otoniel De La Roca Mendoza, témoin essentiel pour la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans le cadre de la « disparition » du chef de guérilla Efraín Bámaca Velásquez, a été menacé et des membres de sa famille ont été harcelés voire tués. Amnesty International est préoccupée par leur sécurité.

Otoniel De La Roca Mendoza a commencé à recevoir des appels téléphoniques suspects à son domicile, aux États-Unis, en décembre 2002. En se renseignant sur ces appels, il a découvert qu'ils provenaient de l'étranger. Plusieurs jours plus tard, un inconnu utilisant son ancien nom de guerre, De La Roca, lui a téléphoné et lui a dit : « *On t'a cherché... Combien ils t'ont payé pour que tu parles des Indiens qui ont été tués ?* » ; « *Ça ne te fait rien que ta famille se fasse tuer ?* » et « *Nous savons où tu es et ce que tu fais.* »

En octobre 2002, le neveu d'Otoniel De La Roca Mendoza a été torturé et assassiné au Guatemala. Avant sa mort, il avait reçu un appel téléphonique inopiné le priant de se rendre à son travail. Son corps mutilé a été retrouvé le lendemain au bord de la route. Le bout de ses doigts avait été coupé, et ses ongles arrachés. Il avait été scalpé et avait reçu trois balles dans la tête. De telles méthodes de torture correspondent à celles utilisées par les personnes entretenant des liens avec les forces armées et portent à croire que cette attaque visait à terroriser les autres membres de la famille.

Amnesty International craint que l'assassinat du neveu d'Otoniel De La Roca Mendoza, les menaces répétées dont sa famille et lui font l'objet, et le harcèlement et la surveillance dont lui-même et d'autres personnes liées à l'affaire Bámaca sont apparemment victimes ne constituent des actes de représailles visant à les faire cesser de collaborer à des initiatives en matière de droits humains.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Otoniel De La Roca Mendoza est un témoin essentiel dans la « disparition » d'Efraín Bámaca Velásquez. En 1992, au moment de son arrestation par des militaires guatémaltèques, ce dernier dirigeait l'un des mouvements de guérilla qui se sont opposés à l'armée guatémaltèque durant plus de trente ans, dans le cadre d'une guerre civile, jusqu'à la signature d'accords de paix définitifs en 1996.

Le témoignage d'Otoniel De La Roca Mendoza, qui affirme avoir assisté à l'arrestation et aux actes de torture infligés à Efraín Bámaca Velásquez dans un camp militaire guatémaltèque, constitue un élément primordial dans les poursuites engagées contre le gouvernement guatémaltèque pour les tortures et l'exécution extrajudiciaire présumée d'Efraín Bámaca Velásquez. Pendant les dix années qui se sont écoulées depuis l'arrestation d'Efraín Bámaca Velásquez, ses proches (dont sa compagne, l'Américaine Jennifer Harbury), des avocats, des témoins et d'autres personnes liées à cette affaire ont été la cible de menaces et de manœuvres d'intimidation répétées. Selon les informations recueillies, trois sœurs d'Efraín Bámaca Velásquez ont récemment été harcelées et l'une d'elles a été attaquée à son domicile. Cette agression s'est produite après que le gouvernement guatémaltèque eut versé des indemnités aux proches du chef de guérilla « disparu » qui sont toujours en vie, conformément à une décision rendue en 2002 par la Cour interaméricaine (voir l'AU 365/02, AMR 34/086/02 du 17 décembre 2002).

Craignant pour sa sécurité, Otoniel De La Roca Mendoza s'est exilé aux États-Unis en 1997. Avant de témoigner devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme, il a reçu des appels anonymes de personnes qui lui ont notamment dit que les membres de sa famille restés au Guatemala subiraient les conséquences de son témoignage. Tout au long des années 2001 et 2002, ces proches ont signalé avoir été périodiquement victimes de harcèlement et s'être vu poser des questions de la part d'inconnus au sujet d'Otoniel De La Roca Mendoza et de son lieu de résidence. En avril 2001, ce dernier a reçu à son domicile des appels téléphoniques menaçants dont il a été établi qu'ils provenaient d'une gare routière du Texas.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- faites part de vos vives préoccupations concernant la sécurité d'Otoniel De La Roca Mendoza, celle de sa famille vivant au Guatémala et aux États-Unis, ainsi que celle des autres personnes liées à l'affaire Efraín Bámaca Velásquez ;
- exhortez les autorités guatémaltèques à prendre les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de ces personnes ;
- rappelez aux autorités que, bien qu'Otoniel De La Roca Mendoza vive désormais aux États-Unis, les manœuvres d'intimidation dont il est victime semblent être le fait de personnes basées au Guatémala et entretenant peut-être des liens avec les forces armées ; soulignez également qu'il est du devoir des pouvoirs publics de mettre fin aux activités illégales des groupes armés clandestins qui opèrent à partir du territoire guatémaltèque ;
- demandez instantanément aux autorités d'ouvrir immédiatement une enquête indépendante et exhaustive sur les agissements des forces clandestines soupçonnées d'être à l'origine de ces actes et d'autres violations à caractère politique, ainsi que de rendre publics les résultats de ces investigations et de traduire en justice les responsables présumés ;
- rappelez aux pouvoirs publics que le Groupe consultatif et les autres organes internationaux surveillant la situation des droits humains au Guatémala évalueront la capacité des autorités à prendre des mesures efficaces pour démanteler ces groupes clandestins.

APPELS À :

Président de la République :

Lic. Alfonso Portillo Cabrera

Presidente de la República de Guatemala

6^a Avenida "A" 4-41, Zona 1

Ciudad de Guatemala, Guatémala

Télégrammes : Presidente de la República de Guatemala,
Ciudad de Guatemala, Guatémala

Fax : +502 238 3579

Formule d'appel : Excelentísimo Señor Presidente, /

Monsieur le Président de la République,

Secrétaire du Service d'analyse stratégique :

Secretario de Análisis Estratégicos

Secretaría de Análisis Estratégicos

6a Avenida "A", 3-53, Zona 1

Ciudad de Guatemala, Guatémala

Télégrammes : Secretario de Análisis Estratégicos, Ciudad de
Guatemala, Guatémala

Fax : +502 232 2886

Formule d'appel : Señor Secretario, / Monsieur le Secrétaire,

Secrétaire de la Commission présidentielle de coordination de la politique du pouvoir exécutif en matière de droits humains (COPREDEH) :

Sr. Alfonso Fuentes Soria

Presidente de COPREDEH

Comisión Presidencial Coordinadora de la Política del Ejecutivo en materia de Derechos Humanos (COPREDEH)

13 Calle 15-33, Zona 13

Ciudad de Guatemala, Guatémala

Télégrammes : Presidente de COPREDEH, Ciudad de Guatemala, Guatémala

Fax : +502 334 1407 / 1615

Formule d'appel : Señor Secretario, / Monsieur le Secrétaire,

COPIES À :

Procureur des droits humains :

Lic. Sergio Morales

Procurador de Derechos Humanos

Procuraduría de los Derechos Humanos

12 Avenida 12-72, Zona 1

Ciudad de Guatemala 01001, Guatémala

Téléphone : +502 230 0874 76 77 78

Fax : +502 238 1734

Ambassadeur du Guatémala aux États-Unis :

Ambassador Antonio Arenales Forno

Embassy of Guatemala, 2220 R St. NW,

Washington DC 20008, États-Unis

Téléphone : +1 202 745 4952

Fax : +1 202 745 1908

Journal :

Diario Prensa Libre

13 Calle 9-31, Zona I

Ciudad de Guatemala 01001

Guatémala

Fax : +502 251 8768 / 230 2193 / 230 2257

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatémala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 20 FÉVRIER 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.*

*La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents.
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*